

3. La participation : vote, engagements et mobilisations collectives

Responsables : Annie Laurent (DR) et Jean-Gabriel Contamin (PU)

Participants :

Sylvie Aebischer (doct.), Damien Boone (doct.), Nicolas Bué (post-doc.), Jean-Gabriel Contamin (PU), Frédéric Coste (doct.), Magali Della Sudda (post-doc.), Corinne Delmas (MCF), Clément Desrumaux (doct.), Grégory Derville (MCF), Pierre Dos Santos (doc.), Eric Dubois (chercheur associé), Nathalie Ethuin (MCF), Sébastien Fleuriet (MCF), Julien Fretel (PU), Camille Goirand (MCF), Stéphane Gornikowski (doct.), Antoine Goxe (doct.), Carolina Gutiérrez Ruiz (doct.), Mathieu Hauchecorne (doct.), Matthieu Jarry (doct.), Fabien Lapouge (doct.), Annie Laurent (DR), Rémi Lefebvre (PU), Thomas Léonard (doct.), Aurélie Llobet (doct. Paris IX, ATER Lille 2), Igor Martinache (doct.), Hélène Michel (MCF), Laurence Morel (MCF), Jérémie Nollet (doct.), Magali Nonjon (MCF), Lise Perino (doct.), Anne-Sophie Petitfils (doct.), Emmanuel Pierru (CR), Martine Revel (chercheuse associée), Matthieu Robelin (doct.), Frédéric Sawicki (PU), Manuel Schotté (MCF), Alexis Spire (CR), Bruno Villalba (MCF), Karel Yon (post-doc.).

La réflexion sur les formes de la participation politique constitue un axe « historique » du CERAPS, régulièrement alimenté par de nouveaux projets de recherche. Qu'il s'agisse d'étudier les effets des règles et des campagnes électorales sur les formes et l'intensité de la participation, d'analyser les logiques de politisation et d'engagement de différents acteurs sociaux ou de travailler sur les expériences variées de démocratie « participative », tous les travaux en cours et à venir sont sous-tendus par une réflexion commune sur les usages pluriels de la démocratie et la diversité des significations données à ce terme. Grâce à des enquêtes collectives de grande envergure portant sur des objets variés – partis politiques, organisations syndicales et associatives, milieux professionnels, acteurs et processus de participation – les chercheurs du laboratoire souhaitent se donner les moyens de réfléchir aux mutations contemporaines qui affectent l'ordre démocratique et les formes d'engagement, sans céder à des explications monocausales et trop générales. La richesse de ces travaux est attestée par l'intérêt que l'ANR leur a reconnu puisque quatre projets font d'ores et déjà l'objet d'un financement pluriannuel. Il s'agit, pour chacun d'eux, d'enquêtes collectives qui mettent en œuvre des protocoles méthodologiques originaux et reposent sur des partenariats avec des chercheurs d'autres laboratoires et d'autres disciplines des sciences sociales, en France et/ou à l'étranger.

Ces recherches sur les mutations de l'ordre démocratique et des formes d'engagement en cours ou à venir se structurent autour de quatre grands axes, qui correspondent peu ou prou aux quatre projets ANR précités. Une partie d'entre eux portent sur les partis, la compétition politique et les mobilisations électorales. D'autres étudient les logiques d'engagement de et dans certains milieux professionnels. Une autre série de travaux relève d'une réflexion approfondie sur les processus de politisation et de socialisation de divers acteurs sociaux. Enfin, d'autres enquêtes permettent d'analyser finement les formes de participation et les répertoires d'action en usage dans différents types de mobilisations.

.3.1. Partis, compétition politique et mobilisations électorales

La France, comme la plupart des pays européens, a connu et connaît encore une transformation importante de son système de partis qui, dans un premier temps s'est progressivement fragmenté avant de se resserrer depuis quelques scrutins. Toutefois, ce resserrement ne signifie nullement que l'offre électorale se soit réduite, puisqu'elle reste sensiblement plus élevée et diversifiée que dans les pays voisins, quel que soit le type de scrutin. Plus qu'à l'offre électorale en tant que telle, c'est à la compétition politique et à ses transformations que cet axe de recherche est dédié. Les projets de recherche liés à cette perspective sont de trois ordres.

3.1.1. Sociologie des partis politiques et des campagnes électorales

Plusieurs recherches consacrées aux partis politiques, menées dans le cadre du contrat quadriennal 2004-2008, de par leurs développements récents vont faire l'objet d'ouvrages de synthèse. Ainsi, après avoir étudié la structuration et l'implantation de l'UDF, **J. Fretel**, qui a mis en place et co-anime avec H. Combes (CRPS-Paris I) depuis 2006, le Groupe d'études et d'analyse des partis politiques de l'AFSP, souhaite profiter des métamorphoses que cette organisation vient de connaître au travers de la création du Mouvement démocrate (MODEM) pour interroger la question de la gouvernance partisane. Grâce à l'accord qu'il a obtenu des dirigeants centristes, il est en mesure de suivre au plus près la mise en place de cette nouvelle formation, et plus précisément d'observer au jour le jour la manière dont sont (re)fabriqués la bureaucratie du parti, son siège, et son organisation fédérale. L'objectif ici est, par cette étude sans précédent récent, d'analyser la façon dont, aujourd'hui, on dirige un parti politique, et avec quels instruments.

Dans la continuité de sa thèse de doctorat, **N. Ethuin** publiera en 2009 un ouvrage consacré aux dispositifs d'éducation et de formation des militants du PCF des années 1970 à nos jours. Il s'agira de démontrer l'intérêt, en ce qui concerne l'analyse des partis politiques, d'étudier les mécanismes d'homogénéisation idéologique et discursive qui contribuent à minimiser les effets dissociatifs de la diversité de leurs membres. Cet ouvrage mettra aussi en évidence un certain nombre de processus permettant de comprendre pourquoi ces mécanismes semblent aujourd'hui grippés.

Au cours du contrat, tout en poursuivant ses recherches sur l'évolution récente du Parti socialiste français, **F. Sawicki** publiera aux éditions La Découverte un ouvrage de synthèse intitulé « Sociologie des partis politiques » qui permettra de mettre en valeur et en perspective les recherches menées sous son égide au sein du laboratoire au cours de ces huit dernières années, lesquelles visent à concilier une approche sociétale, institutionnelle et entrepreneuriale des organisations politiques. Il s'agira notamment de mettre en évidence à quel point les modes de faire, les formes organisationnelles, les prises de position des partis ne sont pas simplement déterminés par la position qu'ils occupent dans le champ politique, mais par les réseaux qu'ils mobilisent, les propriétés sociales de leurs membres et l'histoire objectivée au sein de l'institution, héritée des ancrages sociaux passés.

B. Villalba poursuivra ses travaux sur l'écologie politique (les Verts, CAP 21, mouvements décroissants, mouvement de la Transition, survivalistes...), en explorant les origines théoriques de certaines notions clés de cette pensée politique (interventions à des colloques sur les temporalités politiques, la consommation durable...), et en appréciant l'impact d'une « démocratisation » de l'écologie dans la sphère politique.

Nombre de recherches sur les partis, dont bien sûr celles menées au CERAPS, s'appuient sur des enquêtes. Cependant, enquêter au sein d'un parti pose des problèmes méthodologiques spécifiques. Pour contribuer à cette réflexion méthodologique, **N. Ethuin** et **A.-S. Petit-fils** participent activement au séminaire mis en place par le groupe MOD (Méthodes, observations et données) de l'AFSP. L'objectif est de mettre en commun les expériences d'enquête afin de mener une réflexion collective sur les conditions d'enquêtes dans les partis politiques (conditions d'accès au terrain, relations d'enquête, enjeux liés à la restitution et à la réception des résultats de recherche, etc.) A l'issue d'une journée d'étude qui se tiendra en janvier 2009, le groupe publiera en 2010, un ouvrage collectif qui présentera le bilan de ces réflexions et ces échanges méthodologiques.

Pour les partis politiques, les campagnes électorales constituent des moments singuliers et majeurs. Lors des élections législatives, ils doivent prendre en compte deux niveaux différents, local et national, qui bien souvent induisent des logiques différentes. Quelles articulations, combinatoires sont mises en place par les partis ? Sont-elles radicalement ou sensiblement différentes d'un parti à l'autre et d'un pays à l'autre ? Ces questions seront

centrales dans la recherche comparative que mène **Cl. Desrumaux**, sur les principaux partis de deux pays : la France et le Royaume-Uni.

3.1.2. La structuration de la compétition politique

La période 2008-2012 sera pour l'essentiel consacrée au prolongement du programme ANR intitulé « La coordination stratégique à deux tours : Electeurs, partis et règles électorales en France », programme porté par **A. Laurent** et auquel resteront associés **B. Dolez** pour le CERAPS ainsi que les chercheurs du CEVIPOF, qui depuis le début ont participé à cette opération.

Les trois types de protocoles qui, dans cette optique, ont été mobilisés (constitution d'une base de données quali-quantitatives des élections législatives depuis 1986 en France, questionnaire national passé lors des élections législatives de 2007, expérimentations de laboratoire sur les modes de scrutin) ont conduit à une accumulation de données que les travaux déjà réalisés comme ceux en cours ne peuvent épuiser.

Grâce à l'exploitation de la base des données déjà collectées et actualisées, trois thématiques seront privilégiées. Tout d'abord, l'étude du vote stratégique sera poursuivie tant à partir des données individuelles, issues d'une enquête nationale menée lors des élections législatives de 2007 en France, que des données agrégées, intégrées à la base de données. Cette thématique, qui a déjà donné lieu à plusieurs recherches menées sur les données individuelles, sera poursuivie. Elle sera surtout enrichie par le recours aux données agrégées qui n'ont pas encore été analysées sous cet angle spécifique. Il s'agira notamment de réinterroger, en exploitant ces deux types de données, la notion de vote stratégique, dans un scrutin à deux tours, peu étudié dans la littérature internationale. La seconde thématique de recherche privilégiera l'étude des coalitions lors des élections législatives françaises, et ce de façon longitudinale (1986-2012), mais aussi spatiale. On s'attachera à repérer de manière exhaustive ces coalitions pour comprendre les conditions dans lesquelles se nouent les alliances et leurs effets sur le comportement des électeurs. Enfin, de nouvelles expérimentations de laboratoire sur les modes de scrutin sont dès à présent programmées pour l'année 2009. L'objectif est de prendre en compte des modalités supplémentaires, issues des résultats des expérimentations menées sur la période 2006-2007. On avait alors montré que, dans un scrutin à deux tours, deux utilités de vote coexistent : la première liée à l'accession au second tour, la seconde liée au vainqueur du second tour. Dans les rares expérimentations portant sur le vote, cette question n'a encore jamais été abordée sous cet angle. Dans ce cadre, la collaboration internationale avec les collègues américains, en particulier André Blais (Université de Montréal), Michael Lewis-Beck (Université d'Iowa) et Bernard Grofman (Université d'Irvine) sera poursuivie.

Parmi les projets, on peut dès à présent annoncer la co-organisation d'un colloque international sur les réformes électorales (Paris, juin 2009), d'une session thématique lors du prochain congrès de l'AFSP (septembre 2009) et d'un numéro spécial de la *Revue internationale de politique comparée* (2010). La collaboration internationale s'est concrétisée aussi lors du congrès de l'APSA, tenu à Boston en septembre 2008, dans un panel commun consacré au vote stratégique.

Complémentaires des recherches précédentes, celles menées par **F. Desage** et **N. Bué**, s'appuient davantage sur plusieurs études de cas fines et détaillées des coalitions, en soulignant les effets de contexte. La journée d'étude, que ces deux chercheurs ont organisée en juin 2008, a rendu compte de l'intérêt majeur de cette approche, en particulier ethnographique, pour la connaissance des processus d'alliance. Une publication est prévue en 2010. Il faut enfin souligner la thèse en cours de **M. Robelin** qui s'inscrit pleinement dans la problématique des alliances électorales, dans un cadre spécifique, celui des scrutins législatifs.

La période 2008-2012 devrait aussi voir la mise en place d'un nouveau programme de recherche qui complétera et, surtout, élargira les perspectives scientifiques offertes par le programme ANR précité. Ce programme a pour objet l'étude du recrutement et des campagnes des candidats aux élections législatives en France. Il constituera le volet français d'un programme de recherche international (Comparative Candidates Studies – CCS), dirigé par Hermann Schmitt (Université de Mannheim), dont la France est pour le moment absente. Basée sur une enquête nationale qui sera menée lors des élections législatives de 2012, cette recherche constituera le prolongement naturel de la base de données sur les candidats aux élections législatives en France, à ce jour déjà constituée.

3.2. Professions et engagements

Alors que la plupart des travaux sur l'engagement se focalisent sur l'observation des militants et des organisations, nous entendons développer les recherches empiriques fondées sur l'analyse de milieux professionnels dans leur ensemble. Cette perspective permet : 1. de comparer les caractéristiques des individus engagés avec celles des non-engagés ; 2. de rapporter les différents types et degrés d'engagement à des caractéristiques plus fines que la classe sociale ou les groupes de statut ; 3. de repérer la part et les propriétés des membres du groupe qui ont abandonné tout ou partie de leurs engagements ; 4. de mettre en relation les mutations qui affectent certaines professions (conditions de travail, statut...), avec leurs capacités à se mobiliser politiquement et avec leurs organisations (associations et syndicats professionnels notamment) ; 5. de travailler ensemble la variété des types d'engagement, leur articulation dans le temps et dans l'espace. L'hypothèse, qui sous-tend cette approche, est que les mutations affectant les modes et les formes de participation citoyenne ne peuvent s'expliquer uniquement en référence à des transformations sociales et culturelles globales comme le laissent entendre de nombreuses théories générales.

Au-delà, il s'agit de contribuer à décloisonner la sociologie du travail et des professions et la sociologie politique, et de déboucher sur des analyses plus fines des mutations contemporaines du militantisme et du bénévolat. Il s'agit de faire du CERAPS un laboratoire de référence sur la sociologie politique des groupes professionnels.

3.2.1. L'engagement civique et professionnel des enseignants

C'est cette perspective qui irrigue très directement le projet impulsé par **F. Sawicki** et soutenu par l'ANR et qui associe neuf chercheurs du laboratoire (**J.-G. Contamin, N. Ethuin, S. Fleuriel, J. Fretel, R. Lefebvre, M. Nonjon, E. Pierru, M. Schotté, A. Spire**) ainsi que des doctorants (**S. Aebischer, D. Boone, A. Llobet**) sur l'engagement des enseignants français. Cette recherche, qui a démarré au milieu du contrat quadriennal précédent et se prolongera jusque fin 2010, vise à éclairer d'un jour nouveau les mutations qui affectent les formes d'engagement collectif contemporaines en se focalisant sur un groupe professionnel qui a longtemps occupé une place centrale dans l'espace public français, et a fourni de très nombreux militants et responsables aux partis politiques et aux mouvements sociaux, mais aussi à l'ensemble du secteur associatif. Elle prend appui sur une importante enquête quantitative auprès de 2 800 enseignants représentatifs des enseignants du public du Nord-Pas-de-Calais et sur une série d'enquêtes de terrain sur des sous-groupes et sur les organisations syndicales et professionnelles.

C'est une perspective parente que l'on retrouve dans un ensemble d'autres recherches collectives projetées dans le prochain contrat quadriennal, qui, chacune à partir de dispositifs méthodologiques innovants, tend à se focaliser sur un groupe professionnel pour interroger les formes d'engagement dont il est l'objet.

3.2.2. Conditions et formes de l'engagement et des mobilisations dans le milieu sportif

Une sous-équipe (**S. Fleuriel, M. Schotté, J.-G. Contamin, A. Goxe, I. Martinache**) se donne ainsi pour projet de travailler plus spécifiquement sur les conditions et formes de l'engagement et des mobilisations dans le milieu sportif. De fait, à la suite des travaux sur les déterminants de l'engagement bénévole des dirigeants sportifs, ainsi que sur la condition spécifique des travailleurs sportifs, il apparaît qu'il existe encore peu de connaissances portant sur l'articulation entre les intérêts propres des différents groupes impliqués dans la vie sportive, et sur les manières dont s'agencent ou se négocient ces mêmes intérêts, alors que l'histoire sportive atteste régulièrement de l'existence d'expressions collectives qui mettent en scène le travail de mobilisation politique d'un groupe contre un autre (boycotts, grève de footballeurs français, contestations de rugbymen...). De plus, on ne peut qu'opposer l'incapacité relative des sportifs à se mobiliser pour défendre leurs intérêts professionnels à l'activité du corps des enseignants EPS dans les domaines syndicaux et associatifs. Il s'agira donc de tenter de comprendre comment des domaines très connexes (le sport et l'éducation physique et sportive) peuvent produire des formes de mobilisations aussi contrastées aussi bien en volume qu'en qualité, en se focalisant soit sur des mobilisations – ou non-mobilisations – particulières, soit sur des groupes particuliers. **J.-G. Contamin** s'interrogera par exemple, en collaboration avec O. Le Noé (Paris X) sur les conditions de possibilité d'une mobilisation française forte contre l'organisation du Mondial de football en Argentine en 1978. **S. Fleuriel**, quant à lui, s'interrogera sur la valeur du capital sportif à long terme, à partir d'un programme de recherche en cours de développement qui porte sur les trajectoires, carrières et (re)conversions de deux générations d'athlètes ayant participé aux Jeux Olympiques (Munich 1972 et Barcelone 1992), soit auprès de 558 sportifs avec une première restitution programmée en juin 2008, lors des deuxièmes journées de psychopathologie du sport à Bordeaux. Une réflexion à laquelle contribuera aussi **I. Martinache**, dans le cadre de sa thèse, en analysant les trajectoires de ces sportifs qui se lancent en politique, au niveau local ou national.

3.2.3. L'engagement des professionnels du journalisme et de la communication

Une autre sous-équipe compte se centrer sur les professionnels du journalisme et de la communication. En effet, depuis quelques années, plusieurs membres du laboratoire ont été conduits à travailler, de manière éparsée, dans ce domaine. Le rapprochement entre l'IEP de Lille et l'École Supérieure de Journalisme de Lille représente l'occasion de rassembler une équipe pour développer un projet d'envergure sur les formes d'engagement professionnel et citoyen dans les mondes du journalisme et de la communication. Deux mondes dans lesquels, pour un ensemble de raisons parfois contradictoires (impératif de « neutralité », possibilité de « s'engager dans la profession », fragilité des situations professionnelles...), l'engagement citoyen pose question. Ce projet, qui fera l'objet d'une recherche de financement auprès de l'ANR, devrait se concrétiser autour de trois entrées. D'abord, un travail quantitatif sur l'univers actuel du journalisme. **G. Derville** a finalisé, en collaboration avec l'ESJ, un questionnaire sur les valeurs et les pratiques professionnelles des journalistes destiné à être administré auprès d'un échantillon représentatif des journalistes français titulaires de la carte de presse. Son objectif est de mettre en évidence l'état et les transformations de la profession en rapportant cette étude à celles qui ont eu lieu dans le passé. Cette étude a déjà reçu l'accord de la CNIL et ne dépend donc plus que de l'obtention d'un financement *ad hoc*. Le deuxième volet de cette étude reposera sur une enquête spécifique auprès des étudiants des écoles de journalisme reconnues par la profession et sur l'étude de leur entrée sur le marché du travail. Il s'agit de suivre une promotion de chacune des grandes écoles de journalisme pour analyser les facteurs d'engagement dans la profession, mais aussi pour analyser au plus près les effets de la rencontre, d'abord avec la réalité de la formation, ensuite avec la réalité du/des marché(s) du travail. Enfin, et surtout, il s'agit de la sorte d'inaugurer un travail de suivi de cohortes sur longue période (5-10-20 ans) en vue d'analyser comment le passage par de mêmes formations peut se traduire par des trajectoires personnelles, professionnelles, politiques très variées. Cette recherche est

un moyen innovant de travailler la socialisation secondaire dans les écoles et dans la vie professionnelle, les effets de réseaux, les relations entre journalisme et communication (alors que ces deux mondes sont souvent étudiés séparément) et les transformations des pratiques et représentations liées à l'entrée sur le marché du travail. Autour de ce projet, a déjà été réunie une première équipe : **J.-G. Contamin**, **J. Fretel**, **G. Derville** et **J. Nollet**, mais aussi Ph. Aldrin (Strasbourg III), I. Chupin (Paris IX), N. Hubé (Paris 1), N. Kaciaf (Versailles-Saint Quentin) et A. Tavernier (Lille 3) à laquelle devraient se joindre d'autres collaborations en France et à l'étranger. Au-delà, ce travail pourrait contribuer à une sociologie politique des professions intellectuelles en France, en le rapprochant notamment du travail doctoral de **P. Dos Santos** sur l'engagement de la droite littéraire et de **M. Hauchecorne** sur les intellectuels libéraux français, ou, dans un autre cadre, de l'analyse de l'engagement des cinéastes en février 1997 par **J.-G. Contamin**.

3.2.4. Experts et professionnels de la représentation

Cette sociologie politique des professions se concrétisera aussi dans un ensemble de recherches portant sur les experts et les professionnels de la représentation. **M. Nonjon**, dans la droite ligne de sa thèse consacrée à l'apparition d'un groupe de professionnels de la participation, pour partie issus du monde du militantisme, compte poursuivre sa réflexion sur les logiques de continuité entre engagements militants et pratiques professionnelles en analysant la dynamique d'externalisation de la formation des militants syndicaux à des cabinets de conseils privés et/ou des consultants indépendants. Dans la même veine, **N. Bué** entend travailler sur la formation à l'art de la négociation en observant des stages syndicaux consacrés à l'apprentissage de ces techniques. Enfin, **C. Delmas** escompte pour sa part étudier comment des savoirs professionnels peuvent être mobilisés dans un cadre militant, en étudiant la diffusion des thématiques du « stress » et de la « souffrance au travail » dans les organisations syndicales de cadres (CFE-CGC, UGICT, CFDT-Cadres, UCI-FO, UGICA-CFTC), le développement de ce qu'elle nomme un « militantisme de dossier » et l'articulation de ces usages militants de l'expertise avec les particularités du syndicalisme catégoriel des cadres.

Le travail sur les relations entre profession et engagement prendra enfin la forme d'une interrogation sur les formes d'engagement des deux catégories les plus opposées du point de vue de leur profession. D'une part, les entrepreneurs : **H. Michel**, dans la continuité de ses travaux sur les conseils de prud'hommes et l'engagement des employeurs et des salariés dans cette institution paritaire, compte en effet mener une enquête sur les représentants des organisations patronales françaises au niveau national comme européen, afin de comprendre les logiques de leur engagement tant dans la cause patronale que dans sa défense au niveau européen, mais aussi les formes institutionnelles et militantes de socialisation à l'Europe. D'autre part, les sans-emploi, les exclus, et ceux qui s'en occupent. **E. Pierru** poursuivra les investigations ethnographiques et qualitatives qu'il a entreprises depuis six ans (dans le cadre de sa thèse de doctorat) auprès des adhérents et des militants du Mouvement National des Chômeurs et des Précaires afin de comprendre les formes d'engagement et de désengagement « militant » dans les franges les plus précarisées de la population. Une somme très importante de données quantitatives et qualitatives a été recueillie lors de ces trois dernières années de recherche qui devraient se concrétiser, dans les années qui viennent, en une publication. Par ailleurs, **L. Perino** analysera, dans le cadre de sa thèse, le rapport au politique des travailleurs sociaux, tandis que **T. Léonard** s'attachera à mettre en évidence l'engagement différencié des avocats dans le fonctionnement des procédures de comparution immédiate.

Au terme de ce quadriennal, le Ceraps devrait donc se trouver à la tête d'un ensemble très important de données spécifiques à chacune des professions évoquées, à l'engagement dans et via des professions, ce qui autorisera tout à la fois de développer des séminaires, journées d'étude et publications propres à ces différents milieux, mais aussi d'initier une

dynamique commune qui pourrait se concrétiser en un ouvrage collectif sur la sociologie politique des groupes professionnels.

3.3. Politisation, socialisation et rôle des idées dans l'engagement

Les concepts de « politisation » et de « socialisation » comptent aujourd'hui parmi les plus utilisés en sciences sociales en général et en science politique en particulier. Ils permettent en effet d'étudier les processus de formation des identités sociales et politiques, tant au niveau des individus que des institutions. Ces processus sont au cœur des recherches de nombreux chercheurs du CERAPS travaillant sur des terrains divers, qu'il s'agisse de partis politiques, d'organisations syndicales ou associatives. L'ensemble de ces travaux, que l'on peut rattacher à trois thématiques, prend en compte le rôle des idées dans les processus de politisation et d'engagement.

3.3.1. Les processus pluriels et complexes de politisation

La politisation d'un individu, d'un groupe ou d'une interaction n'est pas un élément donné et intrinsèque ; elle est un construit social engageant une pluralité d'acteurs et de processus, ce qui suppose, pour les étudier, de croiser différents types de sources et de méthodes d'enquête. C'est dans cette perspective que s'inscrit le programme de recherche collectif sur « la politisation ici ou ailleurs » auquel participe **J.-G. Contamin** avec des chercheurs de l'EHESS, de l'IEPI (Lausanne), de Pacte (Grenoble) et du CRPS. Un séminaire pluridisciplinaire est l'occasion depuis 2007 d'échanger sur des terrains divers, français ou étrangers et devrait déboucher fin 2009 sur une journée d'études co-organisée par le CERAPS sur « les processus de politisation par le bas ou par le haut ». Il s'agira de croiser les apports des outils des politiques publiques, de la sociologie des mobilisations, de la socio-histoire et des travaux spécialisés par aires géographiques, pour mieux appréhender les dynamiques de politisation des individus et des groupes. (site internet : www.polcomp.free.fr).

Dans une perspective homologue, **M. Della Sudda** poursuivra ses travaux sur les processus de politisation des femmes en France et en Italie durant l'Entre-deux-guerres, en analysant particulièrement le rôle des associations catholiques. **D. Boone** étudie, dans le cadre de sa thèse, les processus de socialisation politique des enfants. Plus spécifiquement, ses travaux permettent d'interroger le rôle des biens culturels dans les processus de politisation, à l'instar des recherches de **P. Dos Santos** sur la dimension politique des œuvres littéraires dont les auteurs sont classés à droite de l'échiquier politique ou de **M. Hauchecorne** sur la réception des théories anglo-américaines de la justice sociale en France. **D. Boone** et **P. Dos Santos** vont d'ailleurs animer ensemble, à partir de 2009, un séminaire de recherche pluridisciplinaire sur la contribution des biens symboliques et culturels aux processus de politisation. Ce séminaire sera l'occasion de décloisonner les travaux de sociologie politique, de la culture et des médias.

3.3.2. Les dynamiques de socialisation dans l'engagement

Si l'on considère que l'entrée dans une organisation politique, syndicale ou associative, ne suppose pas de maîtriser le corpus idéologique et doctrinal, ni même d'avoir une conscience explicite des « bonnes raisons d'agir » au sein de l'institution, il faut prendre pour objet les processus de socialisation et d'idéologisation qui ont cours durant l'expérience militante. C'est cette problématique qui préside aux travaux de **R. Lefebvre** sur les nouveaux adhérents du Parti socialiste, d'**A-S Petitfils** sur les militants de l'UMP dans le Nord et de **J. Fretel** sur les militants du MODEM. Ces trois partis ont connu un renouvellement important de leur « base ». Dès lors, analyser l'entrée en militantisme de nouveaux adhérents, c'est faire la sociologie de l'ajustement mutuel entre des acteurs dont la familiarité avec l'univers militant, les liens et la loyauté sont très divers et des institutions qui tentent d'homogénéiser

le sens de l'engagement en leur sein. Les enquêtes empiriques auprès des nouveaux adhérents de ces organisations partisans permettent d'explorer l'hypothèse selon laquelle les conditions de leur adhésion, leurs prédispositions et dispositions pèsent sur les conditions de leur intégration, de leur socialisation partisane, mais aussi sur le devenir et la pérennité de leur engagement. Par ailleurs, **B. Villalba** analysera les conditions du maintien d'un investissement militant au sein d'une formation politique minoritaire (Les Verts).

En ce qui concerne les organisations syndicales, **N. Ethuin** et **K. Yon** coordonnent, depuis janvier 2007 et jusque 2010, un projet de recherche financé par l'ANR intitulé : « La formation syndicale. Socialisation et apprentissages militants dans les organisations syndicales de salariés en France » (site internet : www.formasynd.net). L'objectif de ce projet est de réaliser une étude des mécanismes de socialisation dans les organisations syndicales en centrant le regard sur les dispositifs de formation. Il s'agit de travailler sur la fabrique des militants, en réfléchissant aux conditions sociales et cognitives de leurs apprentissages. Ces apprentissages militants présentent un double aspect : d'une part, l'intériorisation des normes, des croyances, des identités collectives constitutives du groupement et d'autre part, l'acquisition de connaissances, de compétences et de technologies sociales utiles à l'activité syndicale. Dès lors, deux axes problématiques sont privilégiés : 1. Quelles sont les idées, les représentations du syndicalisme et plus largement les visions du monde véhiculées dans les stages ? Comment s'organise pratiquement leur transmission sous le double aspect des formes et des contenus d'enseignement ? 2. Quels sont les agents qui s'investissent dans la formation et quels usages en font-ils ? L'enquête nécessite un protocole méthodologique qui combine une analyse institutionnelle de l'offre de formation, une enquête ethnographique (observations et entretiens) auprès des syndicalistes en formation, stagiaires et formateurs, une enquête quantitative sur le public des stagiaires et une mise en perspective de la formation syndicale par la prise en compte des autres sites et moments qui contribuent à la socialisation syndicale (congrès, réunions, négociations, activités protestataires). Pour ce faire, l'équipe est constituée de plus de 20 chercheurs, politistes, sociologues et historiens issus de plusieurs laboratoires. Neuf chercheurs du CERAPS participent à ce projet de recherche. **K. Yon** travaille plus particulièrement sur la formation à la CGT-FO, tandis que les activités de formation à la CGT sont étudiées sous divers aspects par **J.-G. Contamin**, **N. Ethuin** et **M. Jarry**, et en ce qui concerne la CFDT par **M. Nonjon** et **S. Gornikowski**. **C. Delmas** consacre ses recherches aux organisations syndicales de cadres (CFE-CGC, UGICT-CGT, CFDT-Cadres) et aux formations sur la santé au travail, étudiées également par **N. Bué** et **S. Gornikowski**. Enfin **H. Michel** travaille sur les formations organisées par la Confédération européenne des syndicats.

3.3.3. Sociologie des idées politiques

L'ensemble des travaux cités ci-dessus s'inscrivent dans une perspective de recherche qui vise à redécouvrir le rôle des idées dans les processus de politisation et d'engagement, alors que la dimension idéologique et cognitive a longtemps été négligée dans la sociologie des partis politiques et des mobilisations. L'hypothèse transversale qui sous-tend les différentes enquêtes est qu'on ne peut comprendre les dynamiques d'engagement sans étudier le travail de production symbolique et idéologique qui donne un sens aux pratiques des militants. En ce qui concerne les organisations syndicales, par exemple, les activités de formation, parce qu'elles ont pour objectif explicite d'homogénéiser les catégories de pensée des militants et leurs façons d'agir au sein et au nom de l'organisation, constituent un terrain privilégié pour appréhender ces processus d'idéologisation qui ont cours durant l'expérience militante. **N. Ethuin** et **K. Yon** organiseront, début 2009, une journée de réflexion sur les outils théoriques et méthodologiques permettant de saisir empiriquement la dimension idéologique du militantisme. Cette initiative se prolongera par l'organisation, pilotée par **J-G Contamin** et J.-P. Heurtin (GSPM, Versailles-St-Quentin), d'une session thématique intitulée « Que faire des idées en science politique ? » lors du prochain congrès de l'AFSP en

septembre 2009. Cette session sera l'occasion de réfléchir aux dynamiques de production et d'appropriations plurielles des idées politiques en circulation dans divers univers sociaux.

3.4. Mobilisations collectives et participations

La participation politique et sociale peut se comprendre, au sens large, comme l'ensemble des activités destinées à peser sur le système politique, mais aussi, dans un sens plus précis, comme renvoyant aux diverses modalités d'intervention individuelles et collectives des gouvernés, soit dans le cadre d'institutions prévues à cet effet, soit à travers une action de contestation. Ces dernières modalités seront observées à partir de trois perspectives complémentaires :

3.4.1. Participation et nouvelles pratiques démocratiques

De nombreux dispositifs de participation et de consultation des citoyens ont été mis en place en Amérique latine depuis les démocratisations des années 1980 et 1990, en particulier au niveau municipal. La façon, dont ils contribuent à transformer les logiques du pouvoir local et ouvrent des dynamiques de reconfiguration des mobilisations et du militantisme partisan au niveau local, sera observée, avec l'objectif d'analyser en quoi ces dispositifs constituent des espaces nouveaux pour l'action politique, par quelles pratiques les acteurs politiques les investissent et cherchent à s'approprier les lieux de la délibération, à y imposer leurs priorités. Cette recherche s'inscrit dans le cadre du projet « Processus et acteurs latino-américains de la participation politique » (PALAPA), coordonné par **C. Goirand** et financé conjointement par l'ANR et l'IRD pour la période 2008-2011. Il repose sur des collaborations avec deux équipes brésiliennes (UNICAMP-Université d'Etat de Campinas et UFS-Université fédérale du Sergipe) et avec deux équipes mexicaines (CIESAS – Centre de recherches et d'études supérieures en anthropologie sociale et UAM–Université autonome métropolitaine) et s'appuie sur la comparaison entre plusieurs capitales régionales et nationales situées au Mexique, en Amérique centrale, au Venezuela, en Colombie et au Brésil. Dans le cadre du projet ANR-PALAPA, **M. Nonjon** et **C. Gutiérrez Ruiz** analysent plus particulièrement le travail d'importation et de transfert des discours et des pratiques participatives de l'Amérique latine vers la France réalisé par certains « professionnels de la participation ». A travers une étude monographique et comparative de ces structures et des acteurs qui y militent, c'est le processus de mythification des expériences participatives d'Amérique latine qui est interrogé.

Dans le prolongement de ses recherches doctorales, **M. Nonjon** projette de poursuivre l'examen de la réception et de l'appropriation, par leurs bénéficiaires, des politiques participatives. Pour cela, elle propose de réinvestir l'analyse des ressorts et des usages du triptyque « Elus », « Habitants », « Techniciens » façonné par les professionnels de la participation et la manière dont il peut être réapproprié et instrumentalisé par les acteurs investis dans les dispositifs participatifs. Elle souhaite également continuer à travailler sur la question de la mobilisation des riverains dans les instances de concertation mises en place autour de la prévention des risques industriels et naturels.

L'analyse des processus participatifs de discussion et de mise en œuvre des projets complexes, en termes organisationnels et sociaux ainsi qu'en termes de portées ou finalités, est complétée par l'étude, menée par **M. Revel**, des dispositifs de mise en discussion de projets, dans l'espace public et dans la sphère économique. M. Revel pilote un projet de recherche cofinancé par le programme Concertation Décision Environnement (2009-2011) du ministère de l'Ecologie, de l'Energie et du Développement durable qui porte sur l'observation et l'évaluation d'un dispositif de participation à la conception de projets urbains. La comparaison entre les modalités de conception de projet (avec et sans concertation) sur un même territoire permettra également de mettre à l'épreuve l'idée selon laquelle la concertation permettrait d'améliorer les projets soumis à la délibération. **R. Lefebvre** participe également à ce projet. Ces réflexions se concrétiseront par le dépôt d'une demande

de financement auprès de l'ANR en 2009, pour un projet intitulé « La démocratie participative, nouvel instrument de gouvernement », avec J.-M. Fourniau et L. Gourgues. Enfin, en collaboration avec J.-M. Fourniau, L. Blondiaux (ex-CERAPS), et C. Blatrix, R. Lefebvre et M. Revel participeront à la création, en 2009, d'un GIS intitulé « Participation du public et décision » en partenariat avec le CNRS, l'INRETS, la Commission nationale de Débat public.

La réflexion sur la démocratie participative sera finalement enrichie par la contribution de **L. Morel**, qui à partir d'une analyse comparée des référendums dans les démocraties qui s'attache aux degrés et modalités d'institutionnalisation des référendums, aux caractéristiques de leur pratique (initiative, objet, type de question ...), et à leurs causes – conjoncturelles et structurelles. Ces recherches s'inscrivent dans le cadre plus large d'un travail sur l'évolution des pratiques de participation dans les démocraties, rattaché à un projet de construction d'un observatoire international de la qualité de la démocratie. L'objectif est de fournir, pour chaque pays étudié, une évaluation à la fois quantitative et qualitative de la participation.

3.4.2. Espace social des mobilisations et de la participation politique

L'observation de la participation et de la mobilisation des militants de partis politiques sera, quant à elle, menée sur plusieurs terrains différents. D'abord, **R. Lefebvre** poursuivra ses travaux sur le parti socialiste français et sur la « démocratisation partisane », à partir de l'exploitation d'une centaine d'entretiens avec des militants socialistes. En outre, il étendra ses recherches, d'une part, aux courants du parti socialiste situés les plus à gauche, d'autre part, aux militants et dirigeants de la fédération de la Marne, de faible tradition militante mais qui se renforce depuis la conquête de plusieurs collectivités locales.

Ensuite, **C. Goirand** donnera une continuité aux travaux engagés en 2006 sur le parti des travailleurs dans la ville de Recife au Brésil. L'observation, au niveau local, de l'espace social dans lequel s'inscrit la participation militante et dans lequel circulent les militants, entre associations, mouvements contestataires, partis politiques et institutions de la démocratie participative permet de mettre en valeur les bifurcations des trajectoires militantes : professionnalisation, loyauté sans militantisme, changement de parti, sortie de la mobilisation partisane, désengagement.

A.-S. Petitfils s'intéressera, pour sa part, dans le cadre de sa thèse sur l'UMP, aux effets d'une mobilisation partisane nationale (recrutement massif de « nouveaux adhérents »), de ses modalités (techniques managériales, recrutement par internet) et de l'image sociale que le parti met en avant (modernisme, démocratisation), sur la redéfinition des pratiques de participation légitimes en son sein (investissement dans le « e-militantisme », participation aux « débats »...).

3.4.3. Répertoires d'action collective

L'observation de la participation aux mobilisations sera complétée par celle des pratiques et des répertoires d'action collective mis en œuvre par différents groupes sociaux. **J.-G. Contamin**, dans le droit fil de son travail de thèse sur les usages pluriels du pétitionnement, compte poursuivre une réflexion qu'il a entamée sur d'autres modes d'action (tracts, grèves) et sur les outils et concepts centraux de la sociologie des mobilisations en vue d'en tirer un ouvrage synthétique sur la sociologie des mobilisations. **F. Coste**, dans le cadre de sa thèse, s'intéresse aux répertoires de mobilisation utilisés par les militaires dont les moyens d'expression en France sont étroitement encadrés. Enfin, **M. Della Sudda** poursuivra ses travaux sur les mobilisations catholiques durant l'Entre-deux-guerres en France et en Italie. Dans cette période cruciale du XX^e siècle où se transforment les modalités de participation politique et de mobilisations ainsi que les mouvements d'action catholiques, la redéfinition de

l'espace légitime de mobilisation politique passe par des formulations conflictuelles de ce qu'est l'activité politique. Attentive à la question du genre, cette recherche s'intéressera particulièrement aux formes prises par ces mobilisations pour les citoyennes sans suffrage, en France et en Italie, puis pour les hommes en Italie

C. Goirand poursuivra ses travaux sur les mobilisations en Amérique latine, particulièrement intenses depuis les années 2000, autour de plusieurs questions : enrichissement et diffusion des répertoires d'action collective d'un pays à l'autre, réception et usages des théories de l'action collective (mobilisation des ressources) en Amérique latine.

Enfin, **F. Lapouge** s'intéressera aux micromobilisations environnementales à travers une lecture comparative de deux formes de contestation, la lutte anti-éolienne et l'opposition aux antennes-relais de téléphonie mobile. L'objectif est d'observer la prégnance du contexte local mais aussi les processus de dépassement du « *nimbysme* », qui reposent sur un sentiment diffus d'injustice sociale et d'inégalité démocratique, et passent par une critique du processus décisionnel.